

***Bamboutremer* : exploration d'une filière bambou dans les Outre-mer caribéens à l'ère du Capitalocène**

Le projet *Bamboutremer* s'inscrit dans une dynamique interdisciplinaire à l'intersection de l'architecture, de la socio-économie et de l'anthropologie environnementale. Il est coordonné par Noël Jouenne (professeur des ENSA, LRA), en collaboration avec Zoé Lecrosnier-Juraver (doctorante en architecture, LRA-ED TESC) et Rémi Maître (docteur en socio-économie, CERTOP). Il bénéficie du soutien du LabEx SMS de l'Université Toulouse Jean Jaurès, via les opérations thématiques OP4 (*Mondes économiques*), OP7 (*Mondes ruraux et interactions avec l'urbain*) et OP11 (*Environnement*).

À partir de l'automne 2024 et jusqu'au printemps 2025, l'équipe a mené deux terrains successifs en Guadeloupe et en Martinique. Ces enquêtes ont permis de recueillir une soixantaine d'entretiens auprès d'un large éventail d'acteurs (artisans, architectes, producteurs de bambou, institutions locales, chercheurs, usagers). L'objectif est de documenter les usages actuels du bambou, d'identifier les freins structurels et culturels à sa valorisation dans le bâtiment, et de réfléchir aux conditions socio-techniques d'une filière durable dans ces territoires insulaires.

Le bambou, surnommé « l'acier vert », constitue une ressource abondante dans les Antilles, mais paradoxalement sous-valorisée dans la construction contemporaine. Ce matériau, pourtant reconnu pour ses propriétés écologiques et mécaniques, reste en marge des politiques d'aménagement et des pratiques architecturales dominantes. L'enquête interroge les obstacles réglementaires, les représentations sociales, les héritages coloniaux du bâti, ainsi que les possibles transmissions de savoir-faire vernaculaires.

La réflexion s'inscrit dans une perspective critique des concepts d'Anthropocène et de durabilité techniciste. Inspirée par les travaux de Jason W. Moore, Donna Haraway ou encore Malcom Ferdinand, l'équipe mobilise le paradigme du *Capitalocène* pour analyser les dynamiques de marginalisation des matériaux alternatifs dans des contextes marqués par la dépendance économique, les asymétries de pouvoir et les vulnérabilités environnementales. Il ne s'agit pas seulement de décrire une crise écologique globale, mais de mettre en lumière les rapports historiques entre capital, nature et société, tels qu'ils se rejouent dans la trajectoire contemporaine du bambou antillais.

À l'occasion du colloque de septembre 2025 organisé par le LabEx SMS, dans la session « Environnements et structurations des mondes sociaux », l'équipe présentera une communication croisant retour de terrain, analyse des récits d'acteurs et réflexions critiques sur la possibilité d'une architecture située, attentive aux ressources locales et aux imaginaires territoriaux. Ce travail vise à contribuer à une anthropologie des matériaux dans une perspective de transition écologique, en ouvrant le débat sur les conditions concrètes de revalorisation des ressources « indigènes » dans les espaces postcoloniaux.

Méthodologie

Le projet *Bamboutremer* mobilise une méthodologie qualitative, comparative et interdisciplinaire, articulant observation participante, entretiens semi-directifs et analyse documentaire. Deux campagnes de terrain ont été conduites en Guadeloupe et en Martinique entre l'automne 2024 et le printemps 2025, avec une soixantaine d'entretiens réalisés auprès

d'acteurs variés de la filière potentielle : artisans, agriculteurs, architectes, ingénieurs, représentants institutionnels, chercheurs, associations environnementales et usagers du bâti.

Les entretiens ont été construits autour de guides adaptables en fonction du profil de l'enquêté, permettant de documenter aussi bien les pratiques (cultures, traitements, usages) que les représentations (valeur symbolique du bambou, acceptabilité sociale, imaginaires de la modernité ou du "retour au local"). L'enquête s'est appuyée sur des opportunités d'observation directe (ateliers, chantiers, expositions, forums) ainsi que sur la constitution d'un corpus d'archives grises et réglementaires (rapports techniques, documents normatifs, prescriptions locales).

L'approche se veut multi-niveaux (du micro-récit d'usage à l'analyse des logiques institutionnelles) et multiscalaire (locale, régionale, comparée), avec une attention constante aux rapports de pouvoir et aux héritages coloniaux dans la structuration des politiques de l'aménagement. L'analyse est informée par des outils issus de l'économie industrielle, de la sociologie des techniques, de l'anthropologie environnementale et de l'architecture critique.

Cette méthode permet de croiser dynamiquement pratiques et discours, expériences locales et cadres normatifs, dans une optique à la fois inductive (ancrée dans les récits de terrain) et critique (visant à interroger les conditions structurelles d'émergence ou de blocage d'une filière bambou dans les outre-mer français).

Résultats attendus

Le projet *Bamboutremer* vise à produire des résultats à la fois empiriques, analytiques et opérationnels autour de la possibilité d'émergence d'une filière bambou dans les territoires ultramarins français, en particulier en Guadeloupe et en Martinique.

1. Cartographie des acteurs et des dynamiques locales

L'enquête de terrain permettra de dresser un état des lieux structuré des pratiques existantes, des réseaux d'acteurs, des logiques d'importation et des circuits de production, ainsi que des blocages réglementaires, sociaux et symboliques. Cette cartographie qualitative constituera une base de connaissance inédite sur le bambou antillais comme ressource territoriale et sur les tentatives, avortées ou en cours, de structuration d'une filière.

2. Identification des freins et leviers à la structuration d'une filière

Le croisement des entretiens, des observations et des documents recueillis permettra de dégager des facteurs favorisant ou freinant l'émergence d'une filière durable : représentations sociales du matériau, obstacles techniques, normes européennes inadaptées, dépendance aux circuits importés, manque de reconnaissance institutionnelle, mais aussi innovations locales, savoir-faire endogènes, volontés politiques émergentes.

3. Éclairage critique sur les récits de transition écologique

Par une approche ancrée dans le paradigme du *Capitalocène*, le projet contribuera à interroger les discours dominants sur la durabilité et l'écoconstruction, en révélant les tensions entre

injonctions globales à la transition et réalités locales marquées par l’histoire coloniale, la dépendance économique et les inégalités sociales.

4. Valorisation scientifique et interprofessionnelle

Les résultats feront l’objet de communications scientifiques (dont celle prévue au colloque SMS en septembre 2025), de publications académiques et d’outils de médiation à destination des professionnels de la construction et des collectivités locales (synthèses illustrées, cartographies, supports de vulgarisation). Ils pourront alimenter les débats sur l’intégration des matériaux biosourcés dans les politiques d’aménagement en Outre-mer.

5. Contribution à la recherche-crédation et à la pédagogie

À plus long terme, le projet pourrait nourrir des projets pédagogiques en architecture (ateliers, workshops, projets expérimentaux), mais aussi une réflexion plus large sur l’enseignement d’une architecture située, écologiquement soutenable et culturellement située, à partir des ressources et récits des Suds.

Pour une lecture politique et critique de l’écologie : du bambou au Capitalocène

Le projet *Bamboutremer* ne se limite pas à l’étude d’un matériau écologique « prometteur » pour l’architecture tropicale. Il s’inscrit dans une réflexion plus large et fondamentale sur les cadres cognitifs et politiques qui façonnent notre rapport à la crise écologique. À l’instar des critiques formulées dans *Flexus radicalis*, nous posons l’hypothèse que la notion de « transition écologique », telle qu’institutionnalisée aujourd’hui, est insuffisante, voire inopérante, pour penser la rupture nécessaire à la survie des formes de vie sur Terre. Loin de constituer une transition, c’est d’une **bifurcation radicale** qu’il s’agit – une inflexion profonde de nos modes d’habiter, de produire, de penser, et de nous relier au vivant comme au non-vivant.

Dans cette perspective, le bambou n’est pas qu’un « matériau vert », mais un **analyseur politique et symbolique**. Il cristallise les tensions entre injonction au développement durable et réalités postcoloniales des territoires antillais. Alors que les dispositifs de certification et les logiques d’importation minent les savoirs locaux, l’introduction d’une filière bambou appelle une réinterrogation de fond sur la manière dont les sociétés (post-)capitalistes continuent de **penser la Terre comme un stock de ressources à rentabiliser**.

En reprenant les critiques portées par des auteurs comme Jason W. Moore ou Philippe Descola, nous nous éloignons du récit d’un « Anthropocène » univoque, pour lui préférer les concepts de *Capitalocène*, voire de *Thanatocène*, comme le suggère *Flexus radicalis*. L’exploitation intensive du vivant et du non-vivant, la marchandisation du monde, l’accumulation sans fin, sont autant de logiques systémiques à l’origine du désastre écologique planétaire. La colonisation du monde par la rationalité capitaliste — qui s’exprime même dans les formes « douces » de l’écologie néolibérale — se poursuit sous le masque de l’innovation verte.

L’étude de la faisabilité d’une filière bambou en Martinique et en Guadeloupe devient alors un levier pour **interroger les conditions d’un autre rapport au monde**, non pas fondé sur l’optimisation mais sur le soin, la transmission, la réciprocité et la frugalité. Il ne s’agit pas tant d’implanter une nouvelle filière que de **réhabiliter une autre ontologie**, où la Terre n’est plus



vue comme une ressource à exploiter, mais comme un *commun fragile* à préserver. À ce titre, *Bamboutremer* est un projet modeste mais emblématique : il témoigne d'un déplacement nécessaire, d'une volonté d'en finir avec la logique du toujours-plus, et d'ouvrir des voies vers une architecture habitée, située, décolonisée.